Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Faut-il craindre que la famine ne déclenche une révolte mondiale?

Par Heinrich Scholler

Thème: Économie

Mondialisation.ca, 02 mai 2008
Horizons et débats No 17 2 mai 2008

Le 12 avril, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont achevé leur session par une déclaration commune. Dans cette déclaration, ils invitent les institutions internationales à faire face à la famine survenue – ou perçue – subitement en mettant à disposition immédiate au moins USD 500 millions. Simultanément, le dircteur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, affirme que la famine est beaucoup plus dangereuse que la crise financière survenue récemment aux Etats-Unis. Que faut-il faire des USD 500 millions? Ne s'agit-il que de juguler les troubles politiques qui ont éclaté à Haïti à la suite d'une révolte contre la famine? Non, le problème est plus ample, car il y a pénurie de pain dans de nombreux autres pays. Dans d'autres Etats (telle l'Egypte), les soldats distribuent le pain à la population affamée. Aux Philippines et dans de nombreux autres pays également, il y a pénurie de denrées alimentaires et la révolte contre la famine a éclaté. Graduellement, l'information se propage que la faim règne dans 33 Etats et que des troubles ou des révoltes liés à la famine sont à craindre. Quelle en est la raison? Les prix des aliments de base, tels le pain, le riz et le maïs, sont montés. De janvier à mars, le prix d'une tonne de froment exportée des Etats-Unis est passé de USD 375 à USD 440. Durant la même période, le prix du riz exporté de Thaïlande est monté de USD 365 à USD 562. Les raisons mentionnées sont la population croissante des pays récemment industrialisés et, surtout, des mégasystèmes tels que la Chine et l'Inde, lorsque ceux-ci disposent subitement d'un grand pouvoir d'achat. Il faut aussi mettre en exergue, comme cause essentielle, la transformation massive de riz et de céréales en éthanol, qui permet à des machines nécessitant beaucoup d'énergie d'être actionnées par un biocarburant, mélange d'essence et d'éthanol. Comme les Etats-Unis ne peuvent couvrir qu'environ 30% de leurs besoins en pétrole dans le pays ou par des sources sûres, ils figurent parmi les principaux acheteurs de biocarburants et, partant, parmi les intéressés à la transformation de céréales en alcool. Les discussions à propos du mélange de biocarburant destiné aux automobiles ne sont pas terminées en Allemagne. En effet, dès que le nombre d'anciennes voitures descend à près d'un million, le mélange s'élève de nouveau à 10% de biocarburant au moins. Le directeur général du FMI s'est exprimé ainsi à ce sujet: notre main doit se diriger non vers le porte-monnaie, mais vers la bouche. Il entend par là que nous devons produire du pain ou du maïs dans les champs de céréales, et non du biocarburant, par lequel on ne se nourrit pas, mais accroît son profit.

Le FMI est-il disposé à modifier ou à supprimer les conditions structurelles appliquées aux pays du Tiers-Monde? On entend par là les conditions appliquées aux pays endettés du Tiers-Monde lorsqu'ils reçoivent des crédits. Elles les obligent à cultiver du café, du cacao ou des denrées analogues, que l'on peut vendre vite et avantageusement sur le marché mondial. Ainsi, la propre culture de denrées alimentaires est rendue plus difficile, réduite ou

empêchée. Ce facteur explique aussi pourquoi la faim augmente. Finalement, il convient de mentionner les méthodes de dumping agricole, qu'applique surtout l'UE. On comprend ainsi, avec Jean Ziegler («L'empire de la honte», 2005, ISBN 978-3-570-55019-9), les exportations en Afrique de produits agricoles européens sous prétexte d'aide au développement. S'il ne s'étend pas partout, le dumping agricole est très répandu. Malgré mes réticences, ce qui suit doit être dit: allant avec sa famille en Afrique plein d'enthousiasme, il y a quelque 30 ou 40 ans, et passant les premières semaines à l'hôtel avant de louer une maison, on descendait dans le simple établissement au beau nom d'«Afrique». J'avais pris le risque que mes propres enfants soient assaillis par les puces. Ce qui surprenait cependant, c'était de se voir servir chaque matin, au petit déjeuner-déjeuner, du beurre bavarois ou danois en emballage d'origine. Conclusion: acceptant de coucher avec des puces, on ne saurait éviter le dumping agricole.

Traduction Horizons et débats.

Heinrich Scholler, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Munich.

La source originale de cet article est Horizons et débats No 17
Copyright © Heinrich Scholler, Horizons et débats No 17, 2008

Articles Par : Heinrich Scholler

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca